

Extrait du El Correo

<https://elcorreo.eu.org/L-Amerique-Latine-en-lutte-contre-le-neoliberalisme>

L'Amérique Latine, en lutte contre le néolibéralisme

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : samedi 2 novembre 2019

Description :

L'Amérique Latine, en lutte contre le néolibéralisme... Vicky Peláez

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le néolibéralisme imposé à l'échelle mondiale par le gouvernement Ronald Reagan, comme l'unique voie vers la croissance économique, a connu un déclin considérable en Amérique Latine.

La vérité est rarement pure et elle n'est jamais simple. (Oscar Wilde, 1854-1900)

L'explosion populaire au Chili - pays considéré comme un modèle depuis plus de 40 ans, la défaite du suiveur inconditionnel du Fonds Monétaire International (FMI) - Mauricio Macri- en Argentine, l'explosion sociale en Équateur, le triomphe incontestable d'Evo Morales en Bolivie, la quasi victoire du candidat du Frente Amplio - Daniel Martinez- en Uruguay et l'existence du gouvernement populiste d'Andrés Manuel López Obrador au Mexique indiquent que ce système économique est épuisé.

Mais, la chose intéressante est qu'aucun analyste et partisan du néolibéralisme mondial n'était préparé à la soudaine rébellion latinoaméricaine qui a permis de démystifier ce modèle économique et de le présenter dans toute sa nudité. Carlos Heller, politicien argentin, [a déclaré que](#) « le néolibéralisme fonctionne à l'échelle mondiale comme une sorte de pompe aspirante qui transfère les ressources des majorités aux minorités ».

En d'autres termes, ce système économique concentre les ressources mais ne les redistribue jamais. Le « *think tank* » *Credit Suisse Research Institute*, dans son rapport [Global Wealth Report 2019](#), a révélé que la richesse mondiale des « millionnaires atteignait 360 millions de dollars entre la mi-2018 et la mi-2019 ». L'inégalité a également continué à augmenter à l'échelle mondiale lorsque « 45% de la richesse est entre les mains du 1% des plus riches, alors que la moitié de la population la plus pauvre possède moins de 1% de ce patrimoine mondial ».

Pour les promoteurs de ce modèle, l'inégalité économique n'est pas négative tant qu'elle s'accompagne de la réduction de la pauvreté sans vouloir se rendre compte que la croissance de l'inégalité sociale et économique paupérise la classe moyenne et ferme le chemin des pauvres vers leur bien-être

Après le coup d'État de Pinochet en 1973, le Chili est devenu le laboratoire du néolibéralisme inauguré avec la répression, enlèvements, exil, relégations, raids, actes de torture, exécutions d'opposants, disparitions forcées qui ont facilité l'application des réformes économiques élaborées par le groupe [Chicago Boys](#) de Milton Friedman et Arnold Harberger.

La privatisation des entreprises publiques, les mesures d'austérité, la répression de toutes les oppositions et le contrôle des syndicats par l'État ont été facilement appliqués en raison de la peur imposée par la dictature et ont entraîné le Chili vers un traumatisme psychosocial qui, selon des études de l'*Instituto Latinoamericano de Salud Mental y Derechos Humanos* (ILAS), dure généralement au moins 30 ans. Autrement dit, il [persiste](#) pendant environ trois générations. Et c'est ce qui s'est passé au Chili, où Pinochet a su lier tous les aspects de la vie de ses citoyens et écraser la société chilienne à sang et à feu au nom de la stabilité, du développement, de l'ordre, de la sagesse et du succès.

Le modèle économique et social imposé par la dictature fut approuvé par la Constitution de 1980 que les gouvernements de la *Concertacion* politique de Patricio Aylwin (1990-1994), de Eduardo Frei (1994-2000), de Ricardo Lagos (2000-2006) et de Michelle Bachelet (2006-2010) n'ont même pas osé modifier. Ils n'ont pas non plus changé l'ordre imposé par le régime d'Augusto Pinochet. Les années passèrent et le modèle imposé par la dictature devint de plus en plus un exemple de réussite pour les médias de communication globaux alors que les [inégalités se creusaient](#) et que les salaires de la plupart des Chiliens étaient inférieurs aux rêves, l'enseignement privé était de

plus en plus inaccessible, et l'enseignement public de plus en plus rare et les AFP [systèmes de retraites] gagnaient de plus en plus tandis que les retraités bénéficiaient de pensions de misère.

Il a fallu 46 ans pour que la patience de la population s'épuise et qu'une explosion d'indignation se produise, mettant dans la rue, rien que dans la capitale, plus d'un million de Chiliens pour manifester. Ni l'annulation de l'augmentation du prix du métro, ni la répression et la militarisation des rues, ni le couvre-feu n'ont réduit au silence les marches et les manifestations. Mais [cette épidémie a été précédée](#) par la prétendue révolution des manchots en 2006, alors que 600 000 lycéens sont allés réclamer le droit à l'éducation. Cinq ans plus tard, en 2011, les étudiants des universités ont organisé le Printemps du Chili lorsqu'ils se sont révoltés contre la privatisation de l'éducation. La même année, le peuple Mapuche a entamé sa lutte de résistance.

Les psychologues ont eu raison d'affirmer qu'il ne fallait [pas moins de 30 ans](#) à l'homme pour surmonter le traumatisme psychosocial causé par la répression de la dictature. Lorsque le président Sebastián Piñera a déclaré que, depuis le 18 octobre « *nous sommes en guerre contre un puissant ennemi, qui est prêt à utiliser la violence sans aucune limite* », l'indignation du peuple chilien s'est encore accrue, car ce « puissant ennemi » était représenté par des hommes et des femmes chiliens qui ont déjà perdu la peur de la répression et de la violence de l'État. Selon les documents de l'Institut National des Droits de l'Homme (OINDH) du Chili, au cours des onze jours de manifestations qui se sont écoulés jusqu'à l'envoi de cet article, 20 personnes sont mortes, 3 162 ont été arrêtées et 1 092 ont été blessées, dont 237 par des billes de plomb de cartouches et 272 par des armes à feu.

Parmi les blessés se trouvent 60 enfants et adolescents. L'INDH a également enregistré 50 plaintes pour torture, actes cruels, inhumains et dégradants en détention et 17 cas de violence sexuelle. La coordination « *Ni una menos* » et Féministes Autonomes ont dénoncé la [disparition de 13 femmes](#) depuis le vendredi 18 octobre. Malgré tout, le peuple chilien continue de lutter contre l'injustice et les inégalités imposées par le néolibéralisme.

Tandis qu'au Chili le peuple est descendu dans les rues pour protester contre le système économique et politique imposé par le FMI, il y a eu en Argentine une flambée populaire dans les urnes mettant fin au régime de droite de Mauricio Macri, considéré par les mondialistes, dont le prix Nobel de littérature Mario Vargas Llosa comme l'exemple d'application réussie du modèle néolibéral. Ceux qui prétendaient être les maîtres du monde ont oublié que Mauricio Macri - qui avait promis de lutter contre la corruption en 2015 - figurait en 2017 dans les [Panama Papers](#). Au cours de sa présidence, il a tout mis en oeuvre pour que les entreprises de sa famille bénéficient de contrats, tout en réduisant considérablement le pouvoir d'achat des Argentins.

Au total, la gestion de Macri a été catastrophique : chômage, pauvreté augmentant à 34%, inflation à 47%, dévaluation du peso, endettement du FMI pouvant atteindre 278 000 millions de dollars, soit 72% de plus - et la désarticulation de 40% des installations productives ayant entraîné un effondrement de la fabrication industrielle.

Comme le disait le [journaliste argentin](#) Luis Bruschtein, le peuple « qui fut décrit pour ces choses comme cette foule paresseuse, fanatique, violente, des voyous qui ont enduré la discrimination, la destruction de leurs emplois et de leurs poches au , de l'avenir de leurs enfants, cette foule a fait renverser le macrisme ».

Les Argentins ont donné (plus de] 48,10% de leur vote au *Frente de Todos*, dirigé par Alberto Fernández, qui sera le prochain président du pays, et à Cristina Fernández de Kirchner, qui assumera la vice-présidence. C'est précisément l'ancienne présidente du pays, Cristina Fernández, qui a réussi à former l'unité des péronistes et d'autres forces pour vaincre Macri avec le slogan « *plus jamais le néolibéralisme* ». Elle l'a fait, bien qu'elle ait soumis au cirque judiciaire au cours des quatre dernières années, à des perquisitions à domicile et à des attaques contre ses enfants.

Alberto Fernández a promis à ses électeurs « une Argentine solidaire et plus égalitaire avec un nouvel ordre et une nouvelle logique ». L'un de ses premiers gestes fut de rencontrer la présidente des grands-mères de la Place de Mai, Estela de Carlotto, et de saluer les mères de la Place de Mai et les proches des personnes disparues et détenues pour des raisons politiques. On sait déjà que l'une des premières actions du nouveau gouvernement, qui entrera en fonction le 10 décembre, sera la mise en oeuvre de la loi sur l'urgence alimentaire. Dans un article récent, la journaliste argentine Victoria Ginzberg a déclaré que nous aurions enfin « un président avec qui nous pouvons nous mettre en colère et d'être amer, de demander plus, d'exiger plus, comme lui même l'a dit, s'il ne tient pas ce qu'il a promis ».

Il ne fait aucun doute qu'un travail titanesque de reconstruction de l'économie attend le nouveau Gouvernement du Front pour Tous et qu'il sera très difficile de faire les premiers pas dans la direction opposée au néolibéralisme. Nous ne devons pas oublier que l'Amérique Latine est sous l'oeil permanent de Washington, dont les dirigeants continuent de mettre en oeuvre le slogan préparé par l'ancienne secrétaire d'État Condoleezza Rice, qui consiste à « créer de nouveaux mécanismes pour réprimander les pays qui s'éloignent de la voie démocratique ». En d'autres termes, ceux qui commencent à nier le néolibéralisme. Le Venezuela est la victime de l'oeil qui voit tout, du *Big Brother*.

Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, était déjà mécontent des résultats des élections en Argentine, déclarant que « l'Argentine avait mal choisi. Je ne prévois pas de féliciter Fernández. L'Argentine peut être mise en dehors du Mercosur ». Bolsonaro a exprimé sa plus grande contrariété face au retour au pouvoir de Cristina Fernández en raison de sa proximité avec Nicolás Maduro, Lula da Silva, Dilma Rousseff et Evo Morales.

La chose étrange qui se passe dans le pays d'Evo Morales, c'est que alors qu'en Argentine, au Chili et en Équateur, le peuple rejette le néolibéralisme, une grande partie de la population de la Bolivie, pays qui connaît la plus forte croissance économique de la région, veut retourner vers le néolibéralisme. Lors des dernières élections présidentielles, Evo Morales a remporté 47,07% des voix, Carlos Mesa se classant à la deuxième place avec 36,51%. Immédiatement à Washington, le serviteur américain inconditionnel, le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a déclaré ne pas reconnaître la victoire d'Evo Morales, comme si l'OEA était au-dessus de la Constitution bolivienne.

La Coordination nationale de la démocratie, qui comprend des opposants de droite, de centre gauche, des comités pro-civiques, des comités militaires et des comités de policiers à la retraite, a déclaré dès l'annonce du *Tribunal Electoral Suprême* (TSE) de Evo Morales gagant, le début de la grève nationale et des marches de protestation pour créer un état de crise totale accompagné de violence.

Le vice-président bolivien, Álvaro García Linera, a déjà désigné Carlos Sánchez Berzain et le millionnaire bolivien Branko Marinkovic comme les promoteurs et financiers de la violence dans le pays. Carlos Sánchez Berzain, ancien ministre du Gouvernement et de la Défense du gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (El Gringo), réside aux États-Unis et a récemment publié le livre ***Castrochavismo : crimen organizado en las Américas*** [*Castrochavisme : crime organisé dans les Amériques*]. Branko Marinkovic, d'origine monténégrine, est un fugitif de la justice bolivienne pour avoir organisé et financé entre 2006 et 2008 un groupe armé terroriste qui se battait pour la sécession du *Croissant bolivien*, une zone située à l'est du pays qui possède d'importants gisements d'hydrocarbures dans les départements de Tarija, Santa Cruz, Beni et Pando.

Les 30 auditeurs de l'OEA qui se trouvent déjà en Bolivie vont difficilement soutenir les résultats du vote. Evo Morales, pour son rapprochement de la Russie et sa politique indépendante, énerve Washington depuis longtemps. Aussi, l'avenir de la Bolivie est entre les mains de son peuple. Entre-temps, des milliers de paysans et de mineurs autochtones et le gros de la Confédération des travailleurs de Bolivie (COB) sont arrivés dans la capitale et sont descendus dans la rue pour défendre les résultats de l'élection et menacer les opposants au service des États-Unis « [de l'usage de la dynamite qui est historique et démocratique](#) ».

Vicky Peláez * pour [Sputnik](#)

[Sputnik](#) , le 31 octobre 2019

*Vicky Peláez Journaliste péruvienne

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la diaspora](#). Paris, le 2 novembre 2019

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.